

RAPPORT FINAL

Web conférence



SECTION PARIS

THÈME

“ Face au terrorisme, quelles responsabilités des diasporas pour réaffirmer la cohésion sociale et la construction de la Nation burkinabè ”

DATE Samedi
**20
JUIN
2020**

HEURE
15h GMT

CONFÉRENCIERS

- ▶ Ibrahim Ag Attahir
Maire de Corom-Corom
- ▶ Daouda Diallo
Porte-parole du CISC
- ▶ Aly Traoré
Porte-parole du Balai Citoyen
France
- ▶ Mahamadou Sawadogo,
Ex Gendarme, Spécialiste de la
sécurité
- ▶ Adama Coulibaly,
Président de l'APP/Burkindi
- ▶ Sibiri Célestin Nabaloum
Secrétaire Général, MPP France
- ▶ Rasmané Sawadogo
CDP France
- ▶ Siaka Sanou
ODJ

MODÉRATION

- ▶ Aissata Diallo
Journaliste, Jeune Afrique
- ▶ Maixent Somé
Blogueur

Suivre en direct et simultanément sur

@NBZoumba @NB_Zoumba Benjamin Zoumba



Rapport proposé par :

- Amadou SONDÉ
- Harouna KOMBELEMSIGRI
- Nongainéba Benjamin ZOUMBA



Sommaire

Introduction.....	1
1. Situation sécuritaire de la Nation	2
2. Responsabilités des diasporas	3
Conclusion	6

INTRODUCTION

Depuis 2015, le Burkina Faso fait face à une adversité inédite de nature terroriste. Celle-ci entraîne des pertes matérielles et en vies humaines des Burkinabè de l'intérieur, et affecte les Burkinabè de l'extérieur. Les victimes se comptent aussi bien du côté des civiles que des forces de défense et de sécurité (FDS dans la suite du texte).

Face à cette situation la diaspora burkinabè volontairement à travers des actions d'individus, de collectifs ponctuels ou des structures organisées s'est solidarisée avec les Burkinabè de l'intérieur. Ces actions pour l'essentiel ont été de nature financière ou matérielle. Ainsi, de l'Amérique à l'Europe notre diaspora s'est mobilisée. Par exemple, en France, l'Union des Associations Burkinabè de France (UABF) a proposé en 2018 la mise en place d'une initiative de solidarité qui a abouti à l'émergence d'une structure ad hoc ponctuelle et informelle : Comité France de Solidarité avec le Burkina (CFSB). Le CFSB a à son actif la mobilisation de 10 000 euros au profit des personnes victimes du terrorisme.

Tout en félicitant toutes les initiatives et les acteurs diasporiques pour les responsabilités patriotiques qui ont été prises, il demeure des préoccupations quant à la pertinence des formes et types des responsabilités diasporiques face à la situation nationale. Ces préoccupations et leurs subséquents se résument aux questions suivantes :

- Pourquoi cette situation et que se passe-t-il réellement au Pays ?
- Quelles seraient les attentes des Burkinabè de l'intérieur (en particulier les victimes) vis-à-vis de ceux de l'extérieur ?
- Dans quelle mesure la diaspora pourrait s'assumer plus pertinemment, dans l'intérêt des victimes du terrorisme, pour la cohésion sociale et pour la construction de la Nation ?

Ces questions sont plus que d'actualité au regard de la détérioration continue de la situation sécuritaire qui affecte dangereusement de plus en plus la cohésion sociale et les fondements de la Nation burkinabè en construction. Ce qui interpellerait tout Burkinabè à l'introspection, à la réflexion et l'action de manière unitaire, solidaire et stratégique. D'où l'idée de réaliser une conférence sous le thème : **Face au terrorisme, quelles responsabilités des diasporas pour réaffirmer la cohésion sociale et la construction de la Nation burkinabè.**

L'objectif général de cette conférence est de donner une forme de suite aux préoccupations de nos compatriotes dont ceux de la juridiction parisienne (Ile-de-France, DOM, TOM) qui nous interrogent très souvent. Plus spécifiquement, nous poursuivons quatre (04) objectifs :

- Permettre à la diaspora de mieux connaître les réalités sociales du pays en lien avec la crise sécuritaire et les attentes prioritaires des compatriotes de l'intérieur les plus affectés par la situation ;
- Appréhender les formes et les types de responsabilités que la diaspora pourrait prendre en vue de participer, au soulagement nos compatriotes de l'intérieur à la refondation de la cohésion sociale et de celle de la Nation ;
- Susciter, d'une part, le débat auprès de la diaspora sur la situation de la Nation en particulier sur la cohésion sociale, et d'autre part sa mobilisation multidimensionnelle pour la Nation ;
- Susciter une citoyenneté diasporique davantage consciente, responsable et patriotique dans l'intérêt du Burkina Faso.

La webconférence a bénéficié de plus de 2450 visionnages (consultation du 28/06/2020 à 15h GMT) via [Twitter](#), [YouTube](#) et [Facebook](#). Comme vous le verrez dans les parties suivantes, elle renseigne amplement la diaspora burkinabè en général et celle de la juridiction parisienne en particulier non seulement sur la situation sécuritaire de la Nation et ses causes, mais aussi sur les formes et types de responsabilités diasporiques prenables.



1. SITUATION SECURITAIRE DE LA NATION

Dans cette partie, les conférenciers ont présenté dans un premier temps l'état sécuritaire avant de revenir dans un second temps sur les causes.

1.1. Etat sécuritaire de la Nation

Pour commencer, le panel rappelle que c'est depuis 2015 que le Burkina Faso vit les heures les plus sombres de son histoire récente. Notre pays doit faire face à une dégradation continue de son contexte sécuritaire et une recrudescence des attaques terroristes.

M. Mahamoudou Savadogo, Expert en sécurité, a d'entrée de jeu dressé un état des lieux résumé par le tableau suivant :

Tableau 1 : Incidents de nature terroristes de 2016 au 1^{er} semestre 2020

Année	Provinces touchées	Incidents de nature terroristes
2016	5	37
2017	12	94
2018	16	310
2019	30	1023
2020 (1 ^{er} Semestre)	30	750

Source : présentation de M. Mahamoudou Savadogo

Exposant son analyse des incidents de nature terroriste, l'Expert souligne qu'en 2019 comme l'atteste le tableau, le phénomène s'est amplifié. Il affecte désormais une grande partie du territoire. Il indique qu'en 2015, le Burkina servait comme base arrière aux groupes armés terroristes venus du Mali : le GSIM (Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans) et l'EIGS (Etat Islamique au Grand Sahara).

Le phénomène terroriste est ensuite devenu endogène (localisation rurale et recrutement local) pour se baser au Sahel et dans la région de l'Est.

L'Expert ajoute que 2018 a vu la création des zones de confort et l'expansion du phénomène terroriste (au-delà du Burkina Faso) vers les côtes (notamment Côte d'Ivoire, Benin et Ghana). Cette expansion terroriste entre dans une stratégie pour fluidifier les couloirs de trafic de tout genre des côtes vers le Sahara et du Sahara vers les côtes.

Pour l'Expert, la crise sécuritaire a entraîné une crise humanitaire majeure au Burkina Faso. Toutes les deux se caractérisent par :

- Une spirale de violences paraissant sans fin entre des communautés prises au piège terroriste ;
- Une volatilité de la crise sur fond de conflits communautaires et de violences armées ;
- La remise en cause de la cohésion sociale notamment la stigmatisation de compatriotes peulh ;
- Des attaques contre des civils et des services étatiques quasi-quotidiennes ;
- L'impact considérable sur les enfants : 59% de personnes affectées sont enfants et ;
- Des Droits Humains en souffrance dans le conflit.

En somme, plus de **2,2 millions de Burkinabè de l'intérieur** ont urgemment besoin d'une assistance humanitaire concentré particulièrement dans les 5 régions (Sahel, Centre-Nord, Nord, Est, Boucle du Mouhoun) les plus touchées.

Pour faire face à cette situation, à la suite de l'Expert, l'un des conférenciers indiquera que le pouvoir actuel appelant à la nécessaire unité nationale face à la guerre a engagé plusieurs instruments :

- Un renforcement des ressources matérielles et financières à destination des FDS au travers de la croissance du budget de la défense et de l'application de la loi de programmation militaire ;
- Une augmentation des effectifs des FDS et leur redéploiement sur l'ensemble du territoire afin d'améliorer le maillage du territoire ;
- Une mobilisation/accueil de l'appui de la communauté internationale ;



- Un engagement à coopérer avec les autres pays de la sous-région ; approche nécessaire pour vaincre.

Les actions du régime actuel bien qu'intéressantes sont limitées soulignent d'autres conférenciers. Il s'agit entre autres :

- De la nature réactive voire sporadique de la stratégie de guerre anti-terroriste ;
- L'absence de création par les autorités d'une ferveur nationale de guerre ;
- La non-sollicitation des contributions de la diaspora par les autorités pour faire face à la guerre ;
- Le caractère limité voire dangereux du déploiement des Volontaires pour la Défense de la Patrie (VDP) ;
- L'absence de justice face aux diverses injustices que causeraient entre autres par des FDS, des Koglweogo, des VDP etc.

Au regard de ce contexte, l'on peut s'interroger sur les causes réelles qui ont pu induire cette situation.

1.2. Les causes de la situation

Abordant les causes, les panélistes de manière convergente en ont exposé plusieurs.

Certaines relèvent de la gouvernance interne. Il s'agit notamment :

- De la négligence de l'Etat.

Par exemple, dès 2014, les habitants de la région du Sahel notamment de la province du Soum ont alerté les autorités de la déviance de Malam DICKO (Ansaroul Islam, 1^{er} Mouvement djihadiste au Faso). Malheureusement l'Etat n'a réagi, ni pour annihiler la menace, ni pour protéger les informateurs, qui ensuite pour la plupart étaient systématiquement assassinés. **Cette négligence de l'Etat, d'une part a laissé le temps à Malam DICKO de s'organiser, et d'autre part, a conduit naturellement les populations du Soum en particulier à se terrer dans le silence, à ne plus dénoncer pour survivre ;**

- De comportements suspects de certains agents de l'Etat notamment des FDS (cas des informateurs du Soum) et des forces paramilitaires vis-à-vis du phénomène ;
- De la corruption et de l'irresponsabilité de certains agents publics vis-à-vis des populations.

Par exemple, dans l'Est, des populations qui avaient coupé des branches pour enterrer leur proche ont vu un agent des Eaux et Forêts débarquer pendant l'enterrement pour exiger le paiement de pénalités.

- Des bavures et violences commises par des FDS, des forces paramilitaires, des VDP et des groupes d'auto-défense dont des Koglweogo ;
- De la prédation des ressources locales.

Par exemple à l'Est, des populations ont été dépossédées de leurs terres au profit de concessionnaires notamment Français et Libanais qui ont eu à faire venir des mercenaires sud-africains dans la zone ;

- Des comportements peu responsables de l'Etat à l'image du déguerpissement des populations de Kounkoufoanou ;
- De la faiblesse et de l'absence de l'Etat dans ces zones ;
- De l'extrême pauvreté des populations ;
- Du banditisme préexistant au terrorisme dans les zones abandonnées par l'Etat.

D'autres causes concernent des options géopolitiques assumées par des gouvernants (actuels et précédents) du Burkina Faso. Il s'agit principalement de :

- La collaboration antérieure du pays avec des groupes terroristes ;
- La collaboration avec des forces impérialistes.

Sachant la situation, ses causes et la limite des instruments de lutte, M. Mahamoudou Savadogo interroge la stratégie de lutte actuelle en ces termes : « *Au regard de la dégradation progressive de la situation sécuritaire après bientôt plus de cinq années de lutte et de réaction militaire face à une menace sans cesse mouvante, n'est-il pas temps de réadapter la lutte face à cette menace ?* ». Il conclut en rappelant qu'il est « *impératif de développer les moyens institutionnels et politiques pour répondre aux besoins des populations et changer profondément la gouvernance des institutions.* ». Dans cette perspective, nul doute que les diasporas auraient des responsabilités à prendre pour l'avenir de la Nation.

2. RESPONSABILITES DES DIASPORAS

Dans cette partie, les intervenants ont d'abord rappelé les attentes des acteurs locaux à l'égard des diasporas burkinabè à travers le monde. Ensuite, des propositions d'actions concrètes ont été faites pour



permettre aux diasporas de jouer leur partition dans le renforcement de la cohésion sociale et la construction de la nation burkinabè.

2.1. Attentes des acteurs locaux à l'égard des diasporas

Le panel a d'abord rappelé les potentialités des diasporas burkinabè et l'impact de rupture quelles peuvent apporter au Faso à l'instar des diasporas indiennes ou chinoises. Ensuite, les conférenciers ont formulé quatre (04) principales attentes pour les diasporas face à la guerre.

- **Attente n°1** : prise de parole des diasporas pour interpellier les responsables politiques

Les diasporas sont attendues sur des actions d'interpellation des responsables politiques. Ces interpellations peuvent porter sur les enjeux sécuritaires et les conséquences des actions et/ou inactions des autorités tout en s'extrayant des contingences/spécificités politiques, communautaristes et ethniques que connaissent nombre de compatriotes de l'intérieur.

Dans ce sens, un des conférenciers a rappelé Norbert Zongo qui disait que « *le pire n'est pas la méchanceté des gens mauvais, mais le silence des gens bien* ». Et un participant virtuel depuis Facebook de citer Sartre en rappelant que « *chaque parole à une conséquence. Chaque silence aussi* ». Ainsi, les diasporas sont invitées à susciter des débats publics, à participer à la construction des opinions publiques nationales sur les questions d'intérêt national tel le terrorisme, la stigmatisation, le délitement social.

- **Attente n°2** : mise à contribution nationale des richesses intellectuelles et techniques diasporiques

Il est attendu que les diasporas mettent à disposition des autorités locales leurs connaissances techniques et intellectuelles dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. Cela peut consister à des propositions de solutions technologiques dont les diasporas ont la maîtrise et qui peuvent servir à la lutte.

Aussi, il est attendu des diasporas, le partage d'expérience sous forme de formation aux responsables d'organisations civiles au Burkina Faso. En particulier le partage de savoir et de savoir-faire des diasporas sur des thématiques comme les techniques de communication, de plaidoyers juridiques et de financement participatif.

- **Attente n°3** : l'action des diasporas en soutien aux initiatives des Associations et ONGs locales

Nombre de conférenciers pensent qu'actuellement les actions les plus performantes surtout dans cette situation nationale sont celles qui sont réalisées par les ONGs et associations locales. En conséquence, **les soutiens formels, financiers et durables des diasporas seront les bienvenus au profit directement des ONGs et associations locales.**

Ces ONGs et associations locales qui sont en proximité avec les populations agissent efficacement à travers des actions humanitaires, des actions de prise en charge des déplacés internes, des blessés et des familles des victimes, des actions pour la justice, pour la vérité et la réconciliation nationale. Ces actions permettront d'instaurer une justice sociale à travers le jugement des crimes de sang et des crimes économiques, et de réinstaurer la dignité des populations.

Enfin, les diasporas sont attendues à soutenir les forces de défense et de sécurité. Ces soutiens sont attendus particulièrement au plan moral à travers des encouragements des soldats au front.

- **Attente n°4** : informer utilement et de manière crédible les amis sincères du Burkina

Les diasporas sont attendues à sonner la sonnette d'alarme et à contribuer à la médiatisation internationale du terrorisme au Burkina Faso qui a tendance à être oublié. Cette alerte passe également par la documentation des incidents de nature terroristes et leurs conséquences socio-économiques.

Dans le même sens, il est attendu des diasporas, des appuis pour fournir aux partenaires techniques et financiers des pays dans les lesquels ils résident, une description fidèle et objective de la crise sécuritaire dans l'intérêt du Burkina Faso. Autrement, il s'agit d'être des ambassadeurs du Burkina Faso auprès des PTF et autres amis du pays pour les convaincre d'apporter un appui financier et matériel dans le cadre de la lutte anti-terroriste.

2.2. Responsabilités des diasporas

De prime à bord, il convient de noter que comparativement à d'autres diasporas comme celles du Sénégal ou du Mali, les contributions des Burkinabè de l'extérieur interrogent certains de nos



compatriotes. D'où l'interrogation suivante d'un des participants depuis Facebook : « *Au Mali par exemple, la diaspora se positionne de plus en plus comme un acteur décisif dans l'influence de l'action publique. Pourquoi ce n'est pas le cas pour le Burkina Faso qui, pourtant, a une diaspora numériquement imposante ? N'est-ce point là le signe d'un désintérêt pour les affaires du pays ? Ou simplement d'une désorganisation ?* ». Dans le même sens, un autre participant depuis You-Tube dira que « *La Diaspora est bien liée à son pays mais elle ne peut pas se substituer ni au politique ni à la sécurité, cependant elle peut aider à atténuer la profondeur des douleurs du peuple...ce que chacun semble faire à son humble limite. Mais comment capitaliser ses actions éparses en une force d'union nationale ?* ». Ces interrogations interpellent les responsabilités à un double niveau : l'État à travers les autorités d'une part, et les diasporas elles-mêmes d'autre part.

- **Responsabilité n°1** : les responsabilités des autorités pour celles des diasporas

À ce titre des conférenciers rappellent que les autorités étatiques ont un rôle prépondérant à jouer. Ce rôle passe d'abord par la reconnaissance pleine et entière de la citoyenneté burkinabè de ses diasporas. Un des conférenciers fera ici allusion à la participation aux votes.

L'État peut jouer ensuite son rôle en traçant la trajectoire, la vision voulue pour la diaspora. De plus, la responsabilité de l'État est attendue pour coconstruire des instruments structurés, structurants et stratégiques pour mobiliser la diaspora dans l'intérêt de la Nation. Dans cette perspective, des conférenciers et des participants ont interpellé les autorités sur ce qui semble être leur perception actuelle de la diaspora : **une vache à lait qui ne sert que pour la mobilisation financière.**

- **Responsabilité n°2** : montrer l'exemplarité des diasporas sur la cohésion et la solidarité

Les diasporas peuvent assumer leurs responsabilités dans la construction de la cohésion sociale et de la Nation par l'exemple. Faisant abstraction des différences politiques, ethniques et religieuses, etc., la mobilisation unitaire et solidaire pour les initiatives diasporiques peut être servir de modèle que des Burkinabè de l'intérieur s'inspireront contre des maux tels les stigmatisations ethniques. L'exemplarité diasporique peut provenir également des soutiens mutuels entre membres de la diaspora, le partage d'informations, l'assistance sociale et le renforcement de la solidarité.

- **Responsabilité n°3** : des diasporas actrices pour le Faso

Dans cette perspective, les diasporas sont invitées à continuer à se rendre au Burkina Faso pour y passer leurs vacances afin de soutenir non seulement les populations, mais aussi l'économie en souffrance tel le secteur touristique.

Aussi, par ses capacités potentielles, les diasporas sont attendues sur la création d'entreprises innovantes dans le domaine de la sécurité et de la défense. Des produits et services de ces entreprises pourraient être proposés aux autorités burkinabè dans le cadre de la recherche des solutions contre les problèmes nationaux.

- **Responsabilité n°4** : des diasporas utilement et concrètement solidaires à l'avenir des victimes

Il est indiqué que les diasporas peuvent prendre leurs responsabilités pour coconstruire l'avenir des Burkinabè victimes du terrorisme. Il s'agit concrètement de soutenir financièrement, matériellement et moralement des victimes à travers **un parrainage des enfants victimes du terrorisme par les diasporas.**



CONCLUSION

Cette conférence a semblé être la bienvenue aussi bien pour des diasporas que pour des compatriotes de l'intérieur. L'exposé de la situation présente des millions de Burkinabè en souffrance dont des enfants en détresse avec des risques d'aggravation dans le futur. De l'analyse de la situation, il semble que si le djihadisme a déclenché le phénomène terroriste, dorénavant celui-ci se nourrit et s'expand surtout de maux nationaux et locaux. Tout pouvant se résumer essentiellement à l'irresponsabilité de l'État, la mauvaise gouvernance, des mauvaises visions politiques et géopolitiques, de la prédation de Burkinabè et de non Burkinabè sur les ressources locales, d'aucuns pour survivre à la pauvreté, d'autres pour s'enrichir sans intégrité.

Quant à l'exposé sur les attentes locales et les responsabilités diasporiques, leur analyse semble indiquer deux points clés. D'un côté, il y a des diasporas qui estiment que leur contribution n'est attendue et vue par l'État à travers les autorités que dans sa dimension économique-financière. Les diasporas semblent de plus en plus enclines à n'être perçues par l'État que comme des vaches à lait financières. De l'autre côté, il y a cette contribution diasporique financière qui semble être la moins attendue actuellement par des acteurs locaux de terrain (ONGs et associations). En l'occurrence, la prise de parole diasporique, la promotion de la Patrie dans les pays d'accueil et la mise à contribution des richesses intellectuelles et technologiques pour l'intérêt de la Nation semblent les plus attendues par les populations au travers des ONGs et associations.

Dans tous les cas, une meilleure et nouvelle responsabilité de l'État est attendue vis-à-vis des diasporas. Dans ce sens, il a été recommandé à l'État en lien étroit avec les diasporas de travailler à consolider des organisations diasporiques et à créer une organisation diasporique internationale possédant une certaine autonomie. Dans le même ordre d'idées, il est recommandé aux diasporas de s'engager dans la co-organisation d'événements, la participation des membres de chaque structure aux événements organisés par d'autres structures, la mise en place d'organes de coordination, etc.

En termes d'appréciation *a priori*, cette conférence en se fondant sur les retours des conférenciers et de nombre de participants semble parvenue à des résultats satisfaisants. En effet, la conférence elle-même est une forme de prise de parole diasporique interpellative de tous les acteurs. Ce qui est une attente des acteurs locaux en vue de la cohésion sociale. Aussi, le niveau de visionnage atteint modestement indique l'intérêt pour la conférence. De plus, elle contribue à susciter une citoyenneté davantage consciente, responsable et patriotique à travers les informations et analyses pertinentes de la situation, des attentes locales exprimées et des responsabilités diasporiques prenables que les conférenciers ont bien voulu partager.

Ce satisfécit apparent n'occulte pas les limites de l'initiative de la conférence. On pourrait souligner notamment la qualité sonore, le timing discutable, le panel qui pour d'aucuns était pléthorique, la qualité du débat qui a peut-être pu laisser certain-e-s sur leur soif, l'organisation que d'autres pourraient trouver à redire, etc. L'équipe d'organisation en tiendra compte. Elle demeure engagée à prendre des initiatives pour contribuer à établir une diaspora burkinabè dynamique, entreprenante et solidaire dans la limite de ses possibilités.

Ainsi, toute l'équipe d'organisation voudrait d'abord saluer la mémoire de nos compatriotes disparus, blessés ou affectés par le phénomène terroriste. Elle remercie ensuite les Burkinabè de la diaspora notamment de France, les Burkinabè de l'intérieur et les amis sincères du Burkina Faso qui ont visionné ou suivront la conférence. Rendre hommage à certains compatriotes, traduire les préoccupations des autres ont été les catalyseurs de l'organisation de cette initiative. Aussi, nous voudrions remercier sincèrement l'ensemble des conférenciers et des modérateurs. C'est grâce à vous que l'initiative a été opérationnalisée. Espérons que votre contribution ait de la suite dans l'intérêt des diasporas et du Burkina Faso. Également, nous souhaitons remercier les Délégués au CSBE entre autres de France, de la Suisse, de l'Italie, du Ghana, des États-Unis. Enfin, nous traduisons notre reconnaissance aux autorités diplomatiques du Burkina Faso en France pour les encouragements et disponibilité à faciliter les initiatives de la diaspora !

Puissions-nous chacun-e à son humble niveau être moteur/rice patriotique de la cohésion sociale et de la construction de la Nation burkinabè ! Dans cette perspective, nous souhaitons avec le soutien de toutes les diasporas que celles-ci puissent s'engager dans la réalisation de la responsabilité n°4 : **parrainage des enfants burkinabè victimes du terrorisme !** Avec vous, nous y reviendrons !

Pour la Diaspora, au Service du Burkina Faso, l'équipe reste engagée !